



## CHAPTER H-1.01

## CHAPITRE H-1.01

### Harmonized Sales Tax Act

### Loi sur la taxe de vente harmonisée

*Assented to February 28, 1997*

*Sanctionnée le 28 février 1997*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	1
Commissioner — Commissaire	
Minister — Ministre	
<b>PART I</b>	
<b>RATIFICATION OF AGREEMENT</b>	
Ratification of Agreement. . . . .	2
<b>PART II</b>	
<b>TRANSITION</b>	
Repealed. . . . .	3
Repealed. . . . .	4
Repealed. . . . .	5
Repealed. . . . .	6
<b>PART III</b>	
<b>TAX INCLUSIVE PRICING</b>	
Repealed. . . . .	7
Repealed. . . . .	8
Repealed. . . . .	9
Repealed. . . . .	10
<b>PART IV</b>	
<b>PAYMENTS AND CREDITS</b>	
Definitions. . . . .	11
recipient — acquéreur	
supply — fourniture	
supply made in the Province — fourniture effectuée dans la province	
Payments and credits. . . . .	12
Regulations. . . . .	13
<b>PART V</b>	
<b>VEHICLES</b>	
Imposition of tax. . . . .	14
Payment of tax. . . . .	15
Determination of fair value. . . . .	16
Exemption. . . . .	17
Information. . . . .	18

Définitions. . . . .	1
Commissaire — Commissioner	
Ministre — Minister	
<b>PARTIE I</b>	
<b>RATIFICATION DE L'ENTENTE</b>	
Ratification de l'entente. . . . .	2
<b>PARTIE II</b>	
<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
Abrogé. . . . .	3
Abrogé. . . . .	4
Abrogé. . . . .	5
Abrogé. . . . .	6
<b>PARTIE III</b>	
<b>PRIX INCLUANT LA TAXE</b>	
Abrogé. . . . .	7
Abrogé. . . . .	8
Abrogé. . . . .	9
Abrogé. . . . .	10
<b>PARTIE IV</b>	
<b>PAIEMENTS ET CRÉDITS</b>	
Définitions. . . . .	11
acquéreur — recipient	
fourniture — supply	
fourniture effectuée dans la province — supply made in the Province	
Paiements et crédits. . . . .	12
Règlements. . . . .	13
<b>PARTIE V</b>	
<b>VÉHICULES</b>	
Imposition de la taxe. . . . .	14
Paie ment de la taxe. . . . .	15
Fixation de la juste valeur. . . . .	16
Exonération. . . . .	17
Renseignements. . . . .	18

Application of <i>Revenue Administration Act</i> . . . . .	19	Application de la <i>Loi sur l'administration du revenu</i> . . . . .	19
Offences and penalties. . . . .	20	Infractions et pénalités. . . . .	20
Regulations. . . . .	21	Règlements. . . . .	21
<b>PART VI</b>		<b>PARTIE VI</b>	
<b>DESIGNATED TANGIBLE PERSONAL PROPERTY</b>		<b>BIENS PERSONNELS TANGIBLES DÉSIGNÉS</b>	
Imposition of tax. . . . .	22	Imposition de la taxe. . . . .	22
Payment of tax. . . . .	23	Païement de la taxe. . . . .	23
Designated tangible personal property delivered from outside Province. . . . .	24	Biens personnels tangibles désignés livrés de l'extérieur de la province. . . . .	24
Determination of fair value. . . . .	25	Fixation de la juste valeur. . . . .	25
Exemption. . . . .	26	Exonération. . . . .	26
Information. . . . .	27	Renseignements. . . . .	27
Application of <i>Revenue Administration Act</i> . . . . .	28	Application de la <i>Loi sur l'administration du revenu</i> . . . . .	28
Offences and penalties. . . . .	29	Infractions et pénalités. . . . .	29
Regulations. . . . .	30	Règlements. . . . .	30
<b>PART VII</b>		<b>PARTIE VII</b>	
<b>AUTHORITY TO ENTER AGREEMENTS AND CONFIDENTIALITY</b>		<b>POUVOIR DE CONCLURE DES ENTENTES ET CONFIDENTIALITÉ</b>	
Authority to enter agreements. . . . .	31	Pouvoir de conclure des ententes. . . . .	31
Confidentiality. . . . .	32	Confidentialité. . . . .	32
<b>PART VIII</b>		<b>PARTIE VIII</b>	
<b>INSPECTIONS</b>		<b>INSPECTIONS</b>	
Designation of inspectors. . . . .	33	Désignation des inspecteurs. . . . .	33
Written designation. . . . .	34	Désignation écrite. . . . .	34
Powers of inspectors. . . . .	35	Pouvoirs des inspecteurs. . . . .	35
Assistance to inspectors. . . . .	36	Aide aux inspecteurs. . . . .	36
Obstruction or hindrance of inspectors. . . . .	37	Gêne ou entrave à l'endroit des inspecteurs. . . . .	37
Statements to inspectors. . . . .	38	Déclarations aux inspecteurs. . . . .	38
Offence and penalty. . . . .	39	Infraction et pénalité. . . . .	39
<b>PART IX</b>		<b>PARTIE IX</b>	
<b>REGISTRATION</b>		<b>IMMATRICULATION</b>	
Repealed. . . . .	40	Abrogé. . . . .	40
Repealed. . . . .	41	Abrogé. . . . .	41
Repealed. . . . .	42	Abrogé. . . . .	42
Repealed. . . . .	43	Abrogé. . . . .	43
Repealed. . . . .	44	Abrogé. . . . .	44
Repealed. . . . .	45	Abrogé. . . . .	45
Repealed. . . . .	46	Abrogé. . . . .	46
Repealed. . . . .	47	Abrogé. . . . .	47
<b>PART X</b>		<b>PARTIE X</b>	
<b>ADMINISTRATION</b>		<b>ADMINISTRATION</b>	
Designation by Minister. . . . .	48	Désignation par le Ministre. . . . .	48
Designation by Commissioner. . . . .	49	Désignation par le Commissaire. . . . .	49
<b>PART XI</b>		<b>PARTIE XI</b>	
<b>CONSEQUENTIAL AMENDMENTS</b>		<b>MODIFICATIONS CORRÉLATIVES</b>	
<i>Admission and Amusement Tax Act</i> . . . . .	50	<i>Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement</i> . . . . .	50
<i>All-Terrain Vehicle Act</i> . . . . .	51	<i>Loi sur les véhicules tout-terrain</i> . . . . .	51
<i>Gasoline and Motive Fuel Tax Act</i> . . . . .	52	<i>Loi de la taxe sur l'essence et les carburants</i> . . . . .	52
<i>Motor Vehicle Act</i> . . . . .	53	<i>Loi sur les véhicules à moteur</i> . . . . .	53
<i>Real Property Transfer Tax Act</i> . . . . .	54	<i>Loi de la taxe sur le transfert de biens réels</i> . . . . .	54
<i>Revenue Administration Act</i> . . . . .	55	<i>Loi sur l'administration du revenu</i> . . . . .	55
<i>Roosevelt Campobello International Park Act</i> . . . . .	56	<i>Loi sur le parc international Roosevelt de Campobello</i> . . . . .	56
<b>PART XII</b>		<b>PARTIE XII</b>	
<b>COMMENCEMENT</b>		<b>ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	
Parts III to VI and VIII to XI. . . . .	57	Parties III à VI et VIII à XI. . . . .	57

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

### Definitions

#### 1 In this Act

“Commissioner” means the Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act* and includes any person designated by the Commissioner to act on his or her behalf; (*Commissaire*)

“Minister” means the Minister of Finance and Treasury Board of New Brunswick and includes any person designated by the Minister to act on his or her behalf. (*Ministre*)

2019, c.29, s.72

### PART I

#### RATIFICATION OF AGREEMENT

##### Ratification of Agreement

2(1) The *Comprehensive Integrated Tax Coordination Agreement* entered into on October 18, 1996, between the Minister on behalf of the Government of New Brunswick and the Minister of Finance of Canada on behalf of the Government of Canada, is ratified and confirmed and is valid for all purposes.

2(2) The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may on behalf of the Government of New Brunswick enter into an agreement with the Government of Canada amending or varying the agreement referred to in subsection (1) or any agreement entered into under this subsection.

2(3) Where the participating provinces propose a change in the rate of tax or in the tax base in accordance with the agreement under subsection (1) or an agreement under subsection (2), or, where an agreement is entered into under subsection (2), the Minister shall introduce for the consideration of the Legislative Assembly a resolution respecting the change or the agreement under subsection (2), as the case may be, within ten days after its proposal or execution if the Legislative Assembly is then sitting, or, if the Legislative Assembly is not then sitting, within ten days after it next sits.

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

### Définitions

#### 1 Dans la présente loi

« Commissaire » désigne le Commissaire de l’impôt provincial visé à la *Loi sur l’administration du revenu* et s’entend également de toute personne désignée par le Commissaire pour le représenter; (*Commissioner*)

« Ministre » désigne le ministre des Finances et du Conseil du Trésor du Nouveau-Brunswick et s’entend également de toute personne désignée par le Ministre pour le représenter. (*Minister*)

2019, ch. 29, art. 72

### PARTIE I

#### RATIFICATION DE L’ENTENTE

##### Ratification de l’entente

2(1) L’entente intégrée globale de coordination fiscale intervenue le 18 octobre 1996, entre le Ministre représentant le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le ministre des Finances du Canada représentant le gouvernement du Canada, est ratifiée et confirmée et est valide à toutes fins.

2(2) Le Ministre peut, avec l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Nouveau-Brunswick, conclure une entente avec le gouvernement du Canada pour modifier ou changer l’entente visée au paragraphe (1) ou toute entente conclue en vertu du présent paragraphe.

2(3) Lorsque les provinces participantes proposent un changement de taux de la taxe ou de l’assiette de la taxe conformément à l’entente visée au paragraphe (1) ou une entente en vertu du paragraphe (2), ou, lorsqu’une entente est conclue en vertu du paragraphe (2), le Ministre dépose pour étude par l’Assemblée législative une résolution à l’égard du changement ou l’entente visée au paragraphe (2), selon le cas, dans les dix jours qui suivent sa proposition ou son exécution si l’Assemblée législative siège, ou, si l’Assemblée législative ne siège pas, dans les dix plus prochains jours où elle siège.

**PART II  
TRANSITION**

Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**Application of Social Services and Education Tax Act**

Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**3** Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**Limitation on refunds**

Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**4** Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**Regulations**

Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**5** Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**Interpretation**

Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**6** Repealed: 2012, c.36, s.4

2012, c.36, s.4

**PART III  
TAX INCLUSIVE PRICING**

Repealed: 2012, c.13, s.3

**Repealed**

**7** Repealed: 2012, c.13, s.3

2012, c.13, s.3

**PARTIE II  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**Application de la Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation**

Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**3** Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**Limitation des remboursements**

Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**4** Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**Règlements**

Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**5** Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**Interprétation**

Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**6** Abrogé : 2012, ch. 36, art. 4

2012, ch. 36, art. 4

**PARTIE III  
PRIX INCLUANT LA TAXE**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3

**Abrogé**

**7** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3

2012, ch. 13, art. 3

**Manner of expressing price and cost**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**8** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Regulations**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**9** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Offence and penalty**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**10** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**PART IV****PAYMENTS AND CREDITS****Definitions**

**11** In this Part

“recipient” means a recipient as defined in subsection 123(1) of the *Excise Tax Act* (Canada); (*acquéreur*)

“supply” means a supply as defined in subsection 123(1) of the *Excise Tax Act* (Canada); (*fourniture*)

“supply made in the Province” means a supply made in New Brunswick determined under the *Excise Tax Act* (Canada) as though that Act applied to the construction of this Part. (*fourniture effectuée dans la province*)

**Payments and credits**

**12(1)** The Minister, or any authority or person authorized under an agreement referred to in section 2 or 31, may pay to or credit a recipient with an amount equal to the tax, in whole or in part, paid or payable under Part

**Manière d’exprimer le prix et le coût**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**8** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Règlements**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**9** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Infraction et pénalité**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**10** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**PARTIE IV****PAIEMENTS ET CRÉDITS****Définitions**

**11** Dans la présente Partie

« acquéreur » désigne un acquéreur au sens de la définition au paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada); (*recipient*)

« fourniture » désigne une fourniture au sens de la définition au paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada); (*supply*)

« fourniture effectuée dans la province » désigne une fourniture effectuée au Nouveau-Brunswick déterminée en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) comme si cette Loi s'appliquait à l'interprétation de la présente Partie. (*supply made in the Province*)

**Paiements et crédits**

**12(1)** Le Ministre ou toute autorité ou personne autorisée en vertu d'une entente visée à l'article 2 ou 31, peut payer ou créditer à un acquéreur un montant égal à la taxe, en totalité ou en partie, payé ou payable en vertu de

IX of the *Excise Tax Act* (Canada) for a supply prescribed by regulation and made in the Province.

**12(2)** A payment or credit under subsection (1) for a supply prescribed by regulation for the purposes of this subsection, shall be considered to be a reduction of the revenue which would otherwise be payable to the Province under the agreement referred to in section 2.

**12(3)** A payment or credit under subsection (1) for a supply prescribed by regulation for the purposes of this subsection, shall be paid out of the Consolidated Fund and charged to the appropriate revenue, but, if that source of revenue is no longer available, such payments are deemed to be expenditures out of a statutory appropriation and do not require to be voted annually by the Legislature.

### Regulations

**13(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) respecting a payment or credit under section 12, including, without limiting the generality of the foregoing, eligibility for, application for, the amount of and appeals in respect of the payment or credit, and payments or credits made at the point of supply;
- (b) prescribing supplies for the purposes of subsection 12(1);
- (c) prescribing supplies for the purposes of subsection 12(2);
- (d) prescribing supplies for the purposes of subsection 12(3);
- (e) respecting forms for the purposes of this Part;
- (f) generally to give effect to the purposes of this Part.

**13(2)** A regulation under subsection (1) may be made retroactive.

la Partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) pour une fourniture prescrite effectuée dans la province.

**12(2)** Le paiement ou le crédit prévu au paragraphe (1) pour une fourniture prescrite par règlement aux fins du présent paragraphe, doit être considéré comme une réduction du revenu qui serait autrement payable à la province en vertu de l'entente visée à l'article 2.

**12(3)** Le paiement ou le crédit prévu au paragraphe (1) pour une fourniture prescrite par règlement aux fins du présent paragraphe, doit être versé sur le Fonds consolidé et imputé au revenu approprié, mais, si cette source de revenu n'est plus disponible, ces paiements sont réputés être des dépenses sur une affectation de crédits statutaire et ne requièrent pas un vote annuel de la Législature.

### Règlements

**13(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) concernant un paiement ou crédit prévu à l'article 12, y compris, sans restreindre la portée de ce qui précède, l'admissibilité, la demande, le montant et les appels à l'égard du paiement ou du crédit, et les paiements ou les crédits effectués au moment de la fourniture;
- b) prescrivant les fournitures aux fins du paragraphe 12(1);
- c) prescrivant les fournitures aux fins du paragraphe 12(2);
- d) prescrivant les fournitures aux fins du paragraphe 12(3);
- e) concernant les formules aux fins de la présente Partie;
- f) généralement pour la réalisation des buts de la présente Partie.

**13(2)** Un règlement établi en vertu du paragraphe (1) peut être établi pour avoir un effet rétroactif.

**PART V  
VEHICLES**

**Imposition of tax**

**14(1)** Every consumer of a vehicle required to be registered under the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act* shall pay to the Minister for the purpose of raising of revenue for provincial purposes, a tax at the rate of 15% of the fair value of the vehicle, where the supply of the vehicle is made in the Province and is not a taxable supply by a registrant under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).

**14(2)** Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of a vehicle that is required to be registered under the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act*, for his or her own consumption or for the consumption of another person at his or her expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to utilize such vehicle for consumption by such principal or by any other person at the expense of such principal, shall pay to the Minister for the purpose of raising of revenue for provincial purposes, a tax at the rate of 15% of the fair value of the vehicle, where the supply of the vehicle is not a taxable supply by a registrant under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).

**14(3)** The tax shall be computed to the nearest cent, and one-half cent shall be deemed to be one cent.

**14(4)** The proceeds of the tax shall be paid into the Consolidated Fund.

2003, c.7, s.35; 2007, c.5, s.1; 2008, c.10, s.1; 2016, c.29, s.1

**Payment of tax**

**15(1)** The tax shall be paid at the time the vehicle is registered under the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act*, as the case may be, or at such time and in such manner as are provided for in the regulations.

**15(2)** The Registrar, as defined in the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act*, as the case may be, or any person designated by the Registrar, is an agent of the

**PARTIE V  
VÉHICULES**

**Imposition de la taxe**

**14(1)** Tout consommateur de véhicule qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* ou de la *Loi sur les véhicules hors route* doit payer au Ministre afin de créer un revenu aux fins provinciales, une taxe au taux de 15 % de la juste valeur du véhicule, lorsque la fourniture du véhicule est effectuée dans la province et qu'elle n'est pas une fourniture taxable par un inscrit en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

**14(2)** Toute personne qui amène ou fait amener dans la province un véhicule qui doit être immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* ou de la *Loi sur les véhicules hors route*, ou prend livraison dans la province d'un tel véhicule, pour sa consommation personnelle ou pour la consommation d'une autre personne à ses propres frais, ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire utiliser ce véhicule pour sa consommation personnelle ou le destiner à la consommation de toute autre personne aux frais du commettant, doit payer au Ministre afin de créer un revenu aux fins provinciales, une taxe au taux de 15 % de la juste valeur du véhicule, lorsque la fourniture du véhicule n'est pas une fourniture taxable par un inscrit en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

**14(3)** La taxe doit être calculée au cent le plus proche et un demi-cent est réputé être un cent.

**14(4)** Le montant de la taxe est versé au Fonds consolidé.

2003, ch. 7, art. 35; 2007, ch. 5, art. 1; 2008, ch. 10, art. 1; 2016, ch. 29, art. 1

**Paiement de la taxe**

**15(1)** La taxe doit être payée au moment où le véhicule est immatriculé en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* ou de la *Loi sur les véhicules hors route*, selon le cas, ou au moment et de la manière prévus aux règlements.

**15(2)** Le registraire, au sens de la définition à la *Loi sur les véhicules à moteur* ou à la *Loi sur les véhicules hors route*, selon le cas, ou toute personne désignée par

Minister for the purpose of collecting the tax under this Part.

2003, c.7, s.35

#### **Determination of fair value**

**16(1)** The fair value of vehicles for the purposes of taxation under this Part shall be as determined in accordance with the regulations.

**16(2)** If a person purchases a vehicle taxable under this Part and trades as part of the consideration of the purchase price one or more vehicles that are required to be registered under the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act*, the tax shall be computed on the difference between the fair value of the vehicle purchased and the fair value of the vehicle or vehicles traded.

2003, c.7, s.35

#### **Exemption**

**17** Where an individual sets up residence in the Province and brings a vehicle into the Province for his or her personal use, no tax is payable on the vehicle under section 14, if the individual has resided outside the Province for at least one hundred and eighty-three consecutive days before setting up residence in the Province and the vehicle has been owned by the individual for more than thirty days before the individual sets up residence in the Province.

#### **Information**

**18** The purchaser of a vehicle taxable under this Part shall provide the Registrar as defined in the *Motor Vehicle Act* or the *Off-Road Vehicle Act*, as the case may be, or any person designated by the Registrar, with a copy of the bill of sale or such other documents relating to the purchase as the Commissioner requires.

2003, c.7, s.35

#### **Application of Revenue Administration Act**

**19** Except as otherwise provided in this Part or in the regulations under this Part, the *Revenue Administration Act* and any regulations under that Act apply with the necessary modifications for the purposes of this Part.

le registraire, est un représentant du Ministre aux fins de la perception de la taxe en vertu de la présente Partie.

2003, ch. 7, art. 35

#### **Fixation de la juste valeur**

**16(1)** La juste valeur des véhicules aux fins de la taxation en vertu de la présente Partie est fixée conformément aux règlements.

**16(2)** Si une personne achète un véhicule taxable en vertu de la présente Partie et donne en échange comme partie de la contrepartie du prix d'achat un ou plusieurs véhicules qui doivent être immatriculés en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur* ou de la *Loi sur les véhicules hors route*, la taxe doit être calculée sur la différence entre la juste valeur du véhicule acheté et la juste valeur du véhicule ou des véhicules échangés.

2003, ch. 7, art. 35

#### **Exonération**

**17** Lorsqu'un particulier établit sa résidence dans la province et y apporte un véhicule pour son usage personnel, aucune taxe n'est payable relativement au véhicule en vertu de l'article 14 si le particulier a résidé à l'extérieur de la province pendant au moins cent quatre-vingt-trois jours consécutifs avant d'établir sa résidence dans la province et que le véhicule a été la propriété de ce particulier pendant plus de trente jours avant que le particulier n'établisse sa résidence dans la province.

#### **Renseignements**

**18** L'acheteur d'un véhicule taxable en vertu de la présente Partie doit fournir au registraire au sens de la définition à la *Loi sur les véhicules à moteur* ou à la *Loi sur les véhicules hors route*, selon le cas, ou à toute personne désignée par le registraire, une copie de l'acte de vente ou les autres documents relatifs à l'achat que le Commissaire exige.

2003, ch. 7, art. 35

#### **Application de la Loi sur l'administration du revenu**

**19** Sauf disposition contraire dans la présente Partie ou dans les règlements établis en vertu de la présente Partie, la *Loi sur l'administration du revenu* et tous règlements établis en vertu de cette Loi s'appliquent avec les modifications nécessaires aux fins de la présente Partie.



**Offences and penalties**

**20(1)** A person who violates or fails to comply with section 14 or 18 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**20(2)** A person who violates or fails to comply with any provision in the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**20(3)** A prosecution for an offence under this Part shall be commenced within three years from the time it is alleged to have been committed.

**Regulations**

**21(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the tax imposed under this Part, including refunds and rebates for such tax;
- (b) respecting the time and manner for paying the tax under this Part;
- (c) respecting the exemption of consumers and other persons from the liability to pay the tax, in whole or in part, under section 14 and the imposition of terms and conditions on such exemption;
- (d) respecting the determination of the fair value of vehicles for the purposes of taxation under this Part, including objections on the amount of the fair value;
- (e) prescribing fees for objections on the amount of the fair value;
- (f) respecting setting residence in the Province for the purposes of section 17;
- (g) respecting the application of the *Revenue Administration Act* and any regulations under that Act to this Part;

**Infractions et pénalités**

**20(1)** La personne qui contrevient ou fait défaut de se conformer à l'article 14 ou 18 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**20(2)** La personne qui contrevient ou fait défaut de se conformer à toute disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**20(3)** Une poursuite pour une infraction prévue à la présente Partie doit être introduite avant l'expiration de trois ans suivant la date où elle est présumée avoir été commise.

**Règlements**

**21(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) concernant la taxe imposée en vertu de la présente Partie, y compris les remboursements et les remises à l'égard de cette taxe;
- b) concernant le moment et la manière de payer la taxe en vertu de la présente Partie;
- c) concernant l'exonération de consommateurs et d'autres personnes de la responsabilité de payer la taxe, en totalité ou en partie, prévue à l'article 14 et l'imposition de modalités et conditions à l'égard de cette exonération;
- d) concernant la fixation de la juste valeur des véhicules aux fins de la taxation en vertu de la présente Partie, y compris les oppositions au sujet du montant de la juste valeur;
- e) prescrivant les droits pour les oppositions au sujet du montant de la juste valeur;
- f) concernant l'établissement de résidence dans la province aux fins de l'article 17;
- g) concernant l'application de la *Loi sur l'administration du revenu* et de tous règlements établis en vertu de cette Loi à la présente Partie;

(h) defining for the purposes of this Part a word or expression used but not defined in this Part;

(i) respecting forms for the purposes of this Part;

(j) generally to give effect to the purposes of this Part.

**21(2)** A regulation under subsection (1) may be made retroactive.

## PART VI

### DESIGNATED TANGIBLE PERSONAL PROPERTY

#### Imposition of tax

**22(1)** Every consumer of tangible personal property designated by regulation and consumed within the Province shall pay to the Minister, for the purpose of raising of revenue for provincial purposes, a tax in respect of the consumption of such personal property computed at the rate of 15% of the fair value of such personal property where the supply of such personal property is not a taxable supply by a registrant under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).

**22(2)** Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of designated tangible personal property for his or her own consumption or for the consumption of another person at his or her expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to utilize such personal property for consumption by such principal or by any other person at the expense of such principal, shall pay to the Minister for the purpose of raising revenue for provincial purposes, a tax at the rate of 15% of the fair value of such personal property, where the supply of the personal property is not a taxable supply by a registrant under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).

**22(3)** The tax shall be computed to the nearest cent, and one-half cent shall be deemed to be one cent.

**22(4)** The proceeds of the tax shall be paid into the Consolidated Fund.

2007, c.5, s.2; 2008, c.10, s.2; 2016, c.29, s.2

h) définissant aux fins de la présente Partie, un mot ou une expression utilisé mais qui n'est pas défini dans la présente Partie;

i) concernant les formules aux fins de la présente Partie;

j) généralement pour la réalisation des buts de la présente Partie.

**21(2)** Un règlement établi en vertu du paragraphe (1) peut être établi pour avoir un effet rétroactif.

## PARTIE VI

### BIENS PERSONNELS TANGIBLES DÉSIGNÉS

#### Imposition de la taxe

**22(1)** Tout consommateur d'un bien personnel tangible désigné par règlement qui consomme celui-ci à l'intérieur de la province doit payer au Ministre, afin de créer un revenu aux fins provinciales, une taxe à l'égard de la consommation de ce bien personnel calculée au taux de 15 % de la juste valeur de ce bien personnel lorsque la fourniture de ce bien personnel n'est pas une fourniture taxable par un inscrit en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

**22(2)** Toute personne qui apporte ou fait apporter dans la province un bien personnel tangible désigné, ou prend livraison dans la province d'un tel bien, pour sa consommation personnelle ou pour la consommation d'une autre personne à ses propres frais, ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire utiliser ce bien personnel pour sa consommation personnelle ou le destiner à la consommation de toute autre personne aux frais du commettant, doit payer au Ministre, afin de créer un revenu aux fins provinciales, une taxe au taux de 15 % de la juste valeur de ce bien personnel, lorsque la fourniture du bien personnel n'est pas une fourniture taxable par un inscrit en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

**22(3)** La taxe est calculée au cent le plus proche et un demi-cent est réputé être un cent.

**22(4)** Le montant de la taxe est versé au Fonds consolidé.

2007, ch. 5, art. 2; 2008, ch. 10, art. 2; 2016, ch. 29, art. 2

**Payment of tax**

**23** The tax shall be paid at such time and in such manner as are provided for in the regulations.

**Designated tangible personal property delivered from outside Province**

**24(1)** Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of designated tangible personal property taxable under section 22, for his or her own consumption or for the consumption of another person at his or her expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to utilize such personal property for consumption by such principal or by any other person at the expense of such principal, shall immediately report the matter to the Commissioner and forward or produce to the Commissioner the invoice, if any, in respect of such personal property and any other information required by the Commissioner with respect to such personal property.

**24(2)** Every person who, as described in subsection (1), brings or causes to be brought into the Province or receives delivery in the Province of designated tangible personal property shall, at the time of reporting the matter to the Commissioner under subsection (1), pay tax on the fair value of the personal property.

**Determination of fair value**

**25(1)** The fair value of designated tangible personal property for the purposes of taxation under this Part shall be as determined in accordance with the regulations.

**25(2)** If within the Province a person purchases designated tangible personal property taxable under section 22 from a person residing in the Province and trades as part of the consideration of the purchase price other designated tangible personal property, the tax shall be computed on the difference between the fair value of the personal property purchased and the fair value of the personal property traded.

**Exemption**

**26** Where an individual sets up residence in the Province and brings designated tangible personal property into the Province for his or her personal use, no tax is payable on the personal property under section 22, if the individual has resided outside the Province for at least one hundred and eighty-three consecutive days before setting up residence in the Province and the personal

**Paiement de la taxe**

**23** La taxe doit être payée au moment et de la manière prévus aux règlements.

**Biens personnels tangibles désignés livrés de l'extérieur de la province**

**24(1)** Toute personne qui apporte ou fait apporter dans la province ou qui prend livraison dans la province d'un bien personnel tangible désigné qui est taxable en vertu de l'article 22, pour sa propre consommation ou pour la consommation d'une autre personne à ses propres frais, ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire utiliser ce bien personnel pour sa consommation personnelle ou le destiner à la consommation de toute autre personne aux frais du commettant, doit faire rapport de l'affaire immédiatement au Commissaire et envoyer ou présenter au Commissaire la facture, s'il y en a, à l'égard de ce bien personnel et tous autres renseignements que le Commissaire exige à l'égard de ce bien personnel.

**24(2)** Toute personne qui, dans les circonstances mentionnées au paragraphe (1), apporte ou fait apporter dans la province un bien personnel tangible désigné ou prend livraison dans la province d'un tel bien doit, au moment où elle fait rapport de l'affaire au Commissaire en vertu du paragraphe (1), payer la taxe sur la juste valeur du bien personnel.

**Fixation de la juste valeur**

**25(1)** La juste valeur des biens personnels tangibles désignés aux fins de la taxation en vertu de la présente Partie est fixée conformément aux règlements.

**25(2)** Si une personne achète, dans la province, des biens personnels tangibles désignés qui sont taxables en vertu de l'article 22, d'une personne qui réside dans la province et donne en échange comme part de la contrepartie du prix d'achat d'autres biens personnels tangibles désignés, la taxe est calculée sur la différence entre la juste valeur des biens personnels achetés et la juste valeur des biens personnels échangés.

**Exonération**

**26** Lorsqu'un particulier établit sa résidence dans la province et y apporte des biens personnels tangibles désignés pour son usage personnel, aucune taxe n'est payable à l'endroit des biens personnels en vertu de l'article 22, si le particulier a résidé à l'extérieur de la province pendant au moins cent quatre-vingt-trois jours consécutifs avant d'établir sa résidence dans la province

property has been owned by the individual for more than thirty days before the individual sets up residence in the Province.

### Information

**27** The purchaser of designated tangible personal property taxable under section 22 shall provide the Commissioner with a copy of the bill of sale or such other documents relating to the purchase as the Commissioner requires.

### Application of *Revenue Administration Act*

**28** Except as otherwise provided in this Part or in the regulations under this Part, the *Revenue Administration Act* and any regulations under that Act apply with the necessary modification for the purposes of this Part.

### Offences and penalties

**29(1)** A person who violates or fails to comply with section 22 or 27 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**29(2)** A person who violates or fails to comply with any provision in the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**29(3)** A prosecution for an offence under this Part shall be commenced within three years from the time it is alleged to have been committed.

### Regulations

**30(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) designating tangible personal property for the purposes of this Part;
- (b) respecting the tax imposed under this Part, including refunds and rebates for such tax;
- (c) respecting the time and manner for paying the tax under this Part;

et que les biens personnels ont été la propriété de ce particulier pendant plus de trente jours avant que le particulier n'établisse sa résidence dans la province.

### Renseignements

**27** L'acheteur de biens personnels tangibles désignés qui sont taxables en vertu de l'article 22 doit fournir au Commissaire une copie de l'acte de vente ou les autres documents relatifs à l'achat que le Commissaire exige.

### Application de la *Loi sur l'administration du revenu*

**28** Sauf disposition contraire dans la présente Partie ou dans les règlements établis en vertu de la présente Partie, la *Loi sur l'administration du revenu* et tous règlements établis en vertu de cette Loi s'appliquent avec les modifications nécessaires aux fins de la présente Partie.

### Infractions et pénalités

**29(1)** La personne qui contrevient ou fait défaut de se conformer à l'article 22 ou 27 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**29(2)** La personne qui contrevient ou fait défaut de se conformer à toute disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**29(3)** Une poursuite pour une infraction prévue à la présente Partie doit être introduite avant l'expiration de trois ans suivant la date où elle est présumée avoir été commise.

### Règlements

**30(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) désignant des biens personnels tangibles aux fins de la présente Partie;
- b) concernant la taxe imposée en vertu de la présente Partie, y compris les remboursements et les remises à l'égard de cette taxe;
- c) concernant le moment et la manière de payer la taxe en vertu de la présente Partie;

(d) respecting the exemption of consumers and other persons from the liability to pay the tax, in whole or in part, under section 22 and the imposition of terms and conditions on such exemption;

(e) respecting the determination of the fair value of designated tangible personal property for the purposes of taxation under this Part, including objections on the amount of the fair value;

(f) prescribing fees for objections on the amount of the fair value;

(g) respecting setting up residence in the Province for the purposes of section 26;

(h) respecting the application of the *Revenue Administration Act* and any regulations under that Act to this Part;

(i) defining for the purposes of this Part a word or expression used but not defined in this Part;

(j) respecting forms for the purposes of this Part;

(k) generally to give effect to the purposes of this Part.

**30(2)** A regulation under subsection (1) may be made retroactive.

## PART VII

### AUTHORITY TO ENTER AGREEMENTS AND CONFIDENTIALITY

#### Authority to enter agreements

**31(1)** The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may on behalf of the Government of New Brunswick enter into agreements with the Government of Canada respecting the administration and enforcement of this Act and respecting the exchange and sharing of information and technology necessary for the administration and enforcement of this Act.

**31(2)** The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may on behalf of the Government of New Brunswick enter into an agreement with the Government of Canada amending or varying an

d) concernant l'exonération de consommateurs et d'autres personnes de l'obligation de payer la taxe, en totalité ou en partie, en vertu de l'article 22 et l'imposition de modalités et conditions à l'égard de cette exonération;

e) concernant la fixation de la juste valeur des biens personnels tangibles désignés aux fins de la taxation en vertu de la présente Partie, y compris les oppositions au sujet du montant de la juste valeur;

f) prescrivant les droits pour les oppositions au sujet du montant de la juste valeur;

g) concernant l'établissement de résidence dans la province aux fins de l'article 26;

h) concernant l'application de la *Loi sur l'administration du revenu* et de tous règlements établis en vertu de cette Loi à la présente Partie;

i) définissant aux fins de la présente Partie, un mot ou une expression utilisé mais qui n'est pas défini dans la présente Partie;

j) concernant les formules aux fins de la présente Partie;

k) généralement pour la réalisation des buts de la présente Partie.

**30(2)** Un règlement établi en vertu du paragraphe (1) peut être établi pour avoir un effet rétroactif.

## PARTIE VII

### POUVOIR DE CONCLURE DES ENTENTES ET CONFIDENTIALITÉ

#### Pouvoir de conclure des ententes

**31(1)** Le Ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Nouveau-Brunswick, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada concernant l'administration et l'exécution de la présente loi et concernant l'échange et le partage des renseignements et de la technologie nécessaires à l'administration et à l'exécution de la présente loi.

**31(2)** Le Ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Nouveau-Brunswick, conclure une entente avec le gouvernement du Canada pour modifier ou changer

agreement referred to in subsection (1) or any agreement entered into under this subsection.

### Confidentiality

**32(1)** The Minister may authorize persons to receive information, records and returns for the purposes of this Act.

**32(2)** A person who has custody or control over information, records or returns under this Act shall not disclose that information or those records or returns to any other person except

- (a) for the purposes of this Act and the regulations under this Act;
- (b) for the purposes of administering or enforcing an enactment of the Province, a territory or another province of Canada, Canada or another country or a state or territory of another country, that provides for the imposition of a tax or fee;
- (c) for the purposes of the *Liquor Control Act*;
- (d) under an agreement under section 31;
- (e) under an agreement that
  - (i) is between the Government of New Brunswick and another government,
  - (ii) relates to the administration or enforcement of an enactment of the Province, a territory or another province of Canada, Canada or another country or a state or territory of another country, that provides for the imposition of a tax or fee, and
  - (iii) provides for the disclosure of information, returns and records to and the exchange of similar information, returns and records with another government; or
- (f) for the purpose of the compilation of statistical information by the Government of New Brunswick or the Government of Canada.

une entente visée au paragraphe (1) ou toute entente conclue en vertu du présent paragraphe.

### Confidentialité

**32(1)** Le Ministre peut autoriser des personnes à recevoir des renseignements, des rapports et des déclarations pour l'application de la présente loi.

**32(2)** La personne qui a la garde ou le contrôle des renseignements, des rapports ou des déclarations visés à la présente loi ne peut divulguer ces renseignements ou ces rapports ou déclarations à une autre personne sauf

- a) aux fins de la présente loi et des règlements établis en vertu de la présente loi;
- b) aux fins de l'administration ou de l'exécution d'un texte législatif de la province, d'un territoire ou d'une autre province du Canada, du Canada ou d'un autre pays ou d'un État ou territoire d'un autre pays, qui prévoit l'imposition d'une taxe ou d'un droit;
- c) aux fins de la *Loi sur la réglementation des alcools*;
- d) en vertu d'une entente établie en vertu de l'article 31;
- e) en vertu d'une entente qui
  - (i) est conclue entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et un autre gouvernement,
  - (ii) se rapporte à l'administration ou à l'exécution d'un texte législatif de la province, d'un territoire ou d'une autre province du Canada, du Canada ou d'un autre pays ou d'un État ou territoire d'un autre pays, qui prévoit l'imposition d'une taxe ou d'un droit, et
  - (iii) prévoit la divulgation de renseignements, de rapports et de déclarations et l'échange de renseignements, de rapports et de déclarations similaires avec un autre gouvernement; ou
- f) aux fins de compilation de statistiques par le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou le gouvernement du Canada.

**PART VIII  
INSPECTIONS**

**Designation of inspectors**

**33** The Minister, or an authority or person authorized under an agreement referred to in section 2 or 31, may designate persons as inspectors for the purposes of this Act and the regulations under this Act.

**Written designation**

**34(1)** A document in writing signed by the Minister, or authority or person authorized under an agreement referred to in section 2 or 31, designating a person as an inspector for the purposes of this Act and the regulations, shall, without proof of the designation or signature of the Minister, be accepted by all courts in the Province as conclusive proof of the authority stated in the document.

**34(2)** The person in possession of a written designation shall, upon proof that his or her name is the same as the person named in the designation, be deemed to be the person named in the designation.

**Powers of inspectors**

**35(1)** An inspector may, at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act or the regulations, inspect, audit or examine the documents, property or processes of a person that may be relevant in determining the obligations of that or any other person under this Act or the amount of any payment or credit to which that or any other person is entitled and, for those purposes, the inspector may

(a) subject to subsection (2), enter any premises or place where any business or commercial activity is carried on, any property is kept, anything is done in connection with any business or commercial activity or any documents are or should be kept, and

(b) require the owner or manager of the property, business or commercial activity and any other person on the premises or in the place to give to the inspector all reasonable assistance and to answer all proper questions relating to the administration or enforcement of this Act and, for that purpose, require the owner or manager to attend at the premises or place with the inspector.

**PARTIE VIII  
INSPECTIONS**

**Désignation des inspecteurs**

**33** Le Ministre, ou une autorité ou personne autorisée en vertu d'une entente visée à l'article 2 ou 31, peut désigner des personnes à titre d'inspecteurs aux fins de la présente loi et des règlements établis en vertu de la présente loi.

**Désignation écrite**

**34(1)** Un document écrit signé par le Ministre, ou une autorité ou personne autorisée en vertu d'une entente visée à l'article 2 ou 31, désignant une personne à titre d'inspecteur aux fins de la présente loi et des règlements, doit, sans preuve de désignation ou de signature du Ministre, être accepté par toutes les Cours de la province comme preuve définitive du pouvoir établi dans le document.

**34(2)** La personne qui est en possession d'une désignation écrite, sur preuve que son nom est le même que la personne mentionnée dans la désignation, est réputée être la personne mentionnée dans la désignation.

**Pouvoirs des inspecteurs**

**35(1)** Un inspecteur peut, à toute heure raisonnable, pour tout motif relié à l'administration ou à l'exécution de la présente loi ou des règlements, inspecter, vérifier ou examiner les documents, les biens ou les méthodes d'une personne qui peuvent être appropriés pour déterminer l'obligation de cette personne ou de toute autre personne en vertu de la présente loi ou le montant de tout paiement ou crédit auquel cette personne ou toute autre personne a droit et, à ces fins, l'inspecteur peut

a) sous réserve du paragraphe (2), entrer dans les lieux ou à l'endroit où des affaires ou une activité commerciale sont poursuivies, où des biens sont gardés, où quoi que ce soit est effectué relativement aux affaires ou à l'activité commerciale ou dans les lieux ou à l'endroit où des documents sont gardés ou devraient l'être, et

b) exiger du propriétaire ou du gestionnaire des biens, des affaires ou de l'activité commerciale et de toute autre personne se trouvant sur les lieux ou à l'endroit, qu'ils donnent à l'inspecteur toute l'aide raisonnable et qu'ils répondent à toutes les questions relativement à l'administration ou à l'exécution de la présente loi et, à cette fin, exiger du propriétaire ou du

**35(2)** Where any premises or place referred to in paragraph (1)(a) is a private dwelling, an inspector shall not enter that dwelling unless the inspector

- (a) has the consent of a person who appears to be an adult and an occupant of the dwelling, or
- (b) obtains an entry warrant in accordance with the *Entry Warrants Act*.

**35(3)** An inspector may detain for the purposes of evidence any document or thing that the inspector discovers while acting under this section and believes, on reasonable grounds, may afford evidence of a violation of or a failure to comply with a provision of this Act or the regulations.

#### **Assistance to inspectors**

**36** The owner or person in charge of any place or premises and any agents or employees of the owner or person in charge shall give all reasonable assistance to an inspector to enable the inspector to carry out the inspector's duties under this Act and shall furnish the inspector with such information as the inspector may reasonably require.

#### **Obstruction or hindrance of inspectors**

**37** No person shall obstruct or hinder an inspector in the carrying out of the inspector's duties under this Act.

#### **Statements to inspectors**

**38** No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to inspectors in carrying out their duties under this Act.

#### **Offence and penalty**

**39(1)** Any person who violates or fails to comply with section 36, 37 or 38 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**39(2)** Where an offence under subsection (1) continues for more than one day,

gestionnaire, qu'il soit présent sur les lieux ou à l'endroit avec l'inspecteur.

**35(2)** Lorsque les lieux ou l'endroit visés à l'alinéa (1)a) sont des résidences privées, l'inspecteur ne peut entrer dans ces résidences à moins

- a) d'avoir le consentement d'une personne qui semble être une adulte et qui occupe la résidence, ou
- b) d'obtenir un mandat conformément à la *Loi sur les mandats d'entrée*.

**35(3)** L'inspecteur peut détenir aux fins de preuve tous documents ou choses que l'inspecteur découvre pendant qu'il agit en vertu du présent article et qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'ils peuvent fournir une preuve de la contravention ou du défaut de se conformer à une disposition de la présente loi ou des règlements.

#### **Aide aux inspecteurs**

**36** Le propriétaire ou la personne responsable de tous lieux ou de tout endroit et tous agents ou employés du propriétaire ou de la personne responsable doivent donner toute l'aide raisonnable à l'inspecteur pour lui permettre d'exécuter ses fonctions en vertu de la présente loi et doivent fournir à l'inspecteur les renseignements que l'inspecteur peut raisonnablement exiger.

#### **Gêne ou entrave à l'endroit des inspecteurs**

**37** Nul ne peut gêner ou entraver un inspecteur dans l'exécution de ses fonctions en vertu de la présente loi.

#### **Déclarations aux inspecteurs**

**38** Nul ne peut sciemment faire une déclaration fautive ou trompeuse, que ce soit verbalement ou par écrit, aux inspecteurs dans l'exécution de leurs fonctions en vertu de la présente loi.

#### **Infraction et pénalité**

**39(1)** Toute personne qui contrevient ou fait défaut de se conformer à l'article 36, 37 ou 38 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**39(2)** Lorsqu'une infraction prévue au paragraphe (1) se continue pendant plus d'un jour,



(a) the minimum fine that may be imposed is the minimum fine set by subsection (1) multiplied by the number of days during which the offence continues, and

(b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by subsection (1) multiplied by the number of days during which the offence continues.

**39(3)** A prosecution for an offence under this Part shall be commenced within three years from the time it is alleged to have been committed.

a) l'amende minimale qui peut être imposée est l'amende minimale établie au paragraphe (1) multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se continue, et

b) l'amende maximale qui peut être imposée est l'amende maximale établie au paragraphe (1) multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se continue.

**39(3)** Une poursuite pour une infraction prévue à la présente Partie doit être introduite avant l'expiration de trois ans suivant la date où elle est présumée avoir été commise.

**PART IX  
REGISTRATION**

Repealed: 2012, c.13, s.3

**Definitions**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**40** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Registration**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**41** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Application**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**42** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**PARTIE IX  
IMMATRICULATION**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3

**Définitions**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**40** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Immatriculation**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**41** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Demande**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**42** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Registration not transferable**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**43** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Suspension, cancellation, revocation and reinstatement of registration**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**44** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Offences and penalties**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**45** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Action for restraint of violation**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**46** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Regulations**

Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**47** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**PART X**

**ADMINISTRATION**

**Designation by Minister**

**48(1)** The Minister is responsible for the administration of this Act and may designate persons to act on his or her behalf.

**Incessibilité de l'immatriculation**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**43** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Suspension, annulation, révocation et revalidation de l'immatriculation**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**44** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Infractions et pénalités**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**45** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Action pour faire cesser une infraction**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**46** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Règlements**

Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**47** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**PARTIE X**

**ADMINISTRATION**

**Désignation par le Ministre**

**48(1)** Le Ministre est responsable de l'administration de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

**48(2)** The Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act* may act on behalf of the Minister in matters relating to this Act and for the purposes of this Act is a person designated to act on behalf of the Minister.

#### **Designation by Commissioner**

**49(1)** The Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act* may designate persons to act on his or her behalf for the purposes of this Act.

**49(2)** The Deputy Minister of Finance and Treasury Board may exercise the authority of the Commissioner under this Act.

2019, c.29, s.72

### **PART XI**

#### **CONSEQUENTIAL AMENDMENTS**

##### *Admission and Amusement Tax Act*

**50(1)** *The Admission and Amusement Tax Act, chapter A-2.1 of the Acts of New Brunswick, 1988, is repealed.*

**50(2)** *New Brunswick Regulation 89-79 under the Admission and Amusement Tax Act is repealed.*

**50(3)** *Notwithstanding subsections (1) and (2) and section 55, the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 89-79 under that Act, and the Revenue Administration Act with respect to the tax imposed under the Admission and Amusement Tax Act, and New Brunswick Regulation 84-247 under that Act, continue to apply to admissions taxable under the Admission and Amusement Tax Act before the commencement of this section, the licensing of places of admission and amusement devices before the commencement of this section, and any other matter pertaining to the imposition of the tax and the licensing of places of admission and amusement devices under the Admission and Amusement Tax Act, including, without limiting the generality of the foregoing, assessments, audits, inspections, appeals, liens, interest, recovery of the tax, enforcement, penalties, collections and remission of the tax, refunds and rebates.*

**48(2)** Le Commissaire de l'impôt provincial visé à la *Loi sur l'administration du revenu* peut représenter le Ministre dans les affaires relatives à la présente loi et aux fins de la présente loi le Commissaire est une personne désignée pour représenter le Ministre.

#### **Désignation par le Commissaire**

**49(1)** Le Commissaire de l'impôt provincial visé à la *Loi sur l'administration du revenu* peut désigner des personnes pour le représenter aux fins de la présente loi.

**49(2)** Le sous-ministre des Finances et du Conseil du Trésor peut exercer les pouvoirs du Commissaire en vertu de la présente loi.

2019, ch. 29, art. 72

### **PARTIE XI**

#### **MODIFICATIONS CORRÉLATIVES**

##### *Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement*

**50(1)** *La Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement, chapitre A-2.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1988, est abrogée.*

**50(2)** *Le Règlement du Nouveau-Brunswick 89-79 établi en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement est abrogé.*

**50(3)** *Nonobstant les paragraphes (1) et (2) et l'article 55, la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 89-79 établi en vertu de cette Loi, et la Loi sur l'administration du revenu à l'égard de la taxe imposée en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement, et le Règlement du Nouveau-Brunswick 84-247 établi en vertu de cette Loi, continuent de s'appliquer aux entrées taxables en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement avant l'entrée en vigueur du présent article, à la délivrance de licences aux lieux d'admission et aux instruments de divertissement avant l'entrée en vigueur du présent article, et à toute autre matière se rapportant à l'imposition de la taxe et à la délivrance des licences des lieux d'admission et des instruments de divertissement en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement, y compris, sans restreindre la portée de ce qui précède, les évaluations, les vérifications, les inspections, les appels, les privilèges, l'intérêt, le recouvrement de taxe, l'exécution, les pénalités, les perceptions et la remise de taxe, les remboursements et les réductions.*

**50(4)** *Notwithstanding subsections (1) and (2) and section 55, where any admission to an amusement, recreation, performance or other event is paid for before October 24, 1996, the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 89-79 under that Act, and the Revenue Administration Act with respect to the tax imposed under the Admission and Amusement Tax Act, and New Brunswick Regulation 84-247 under that Act, apply to any other admissions to that amusement, recreation, performance or other event, regardless of when the other admissions are paid for.*

**50(5)** *Notwithstanding subsections (1) and (2) and section 55, there shall be no refund of the fee, or portion of the fee, for an admissions tax licence or amusement device licence that is in force immediately before the commencement of this section.*

**50(6)** *Notwithstanding subsections (1) and (2) and section 55, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations*

*(a) respecting the transition from the system of taxation under the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 89-79 under that Act, and the Revenue Administration Act with respect to the tax imposed under the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 84-247 under that Act, to the system of taxation under Part IX of the Excise Tax Act (Canada);*

*(b) respecting the application of the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 89-79 under that Act, and the Revenue Administration Act with respect to the tax imposed under the Admission and Amusement Tax Act and New Brunswick Regulation 84-247 under that Act, to transactions relating to admissions to events in the Province which transactions commence before the commencement of this section, and which are completed on or after the commencement of this section;*

*(c) respecting forms for the purposes of this section.*

**50(4)** *Nonobstant les paragraphes (1) et (2) et l'article 55, lorsque l'entrée pour un divertissement, un loisir, une représentation ou un autre événement est payée avant le 24 octobre 1996, la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 89-79 établi en vertu de cette Loi, et la Loi sur l'administration du revenu à l'égard de la taxe imposée en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement, et le Règlement du Nouveau-Brunswick 84-247 établi en vertu de cette Loi, s'appliquent à toutes autres entrées à ce divertissement, ce loisir, cette représentation ou cet autre événement, sans égard à la date où les autres entrées sont payées.*

**50(5)** *Nonobstant les paragraphes (1) et (2) et l'article 55, il ne peut y avoir de remboursement du droit, ou d'une partie du droit, du permis pour taxe d'entrée ou du permis pour instrument de divertissement qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.*

**50(6)** *Nonobstant les paragraphes (1) et (2) et l'article 55, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements*

*a) concernant la transition du régime de taxation en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 89-79 établi en vertu de cette Loi, et la Loi sur l'administration du revenu à l'égard de la taxe imposée en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 84-247 établi en vertu de cette Loi, au régime de taxation établi en vertu de la Partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (Canada);*

*b) concernant l'application de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 89-79 établi en vertu de cette Loi, et la Loi sur l'administration du revenu à l'égard de la taxe imposée en vertu de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement et le Règlement du Nouveau-Brunswick 84-247 établi en vertu de cette Loi, aux transactions relatives aux entrées aux événements dans la province, lesquelles transactions commencent avant l'entrée en vigueur du présent article, et sont complétées le jour de l'entrée en vigueur ou après l'entrée en vigueur du présent article;*

*c) concernant les formules aux fins du présent article.*

**50(7)** *A regulation under subsection (6) may be made retroactive, or made to apply to any transaction that occurred before the regulation was made.*

**All-Terrain Vehicle Act**

**51** *Paragraph 5(b) of the All-Terrain Vehicle Act, chapter A-7.11 of the Acts of New Brunswick, 1985, is repealed and the following is substituted:*

(b) taxes owing under the *Social Services and Education Tax Act* or the *Harmonized Sales Tax Act* have not been paid in respect of the vehicle, or

**Gasoline and Motive Fuel Tax Act**

**52(1)** *Section 1 of the Gasoline and Motive Fuel Tax Act, chapter G-3 of the Revised Statutes, 1973, is amended by adding the following definition in alphabetical order:*

“fuel exemption card” means a fuel exemption card that is issued or renewed under this Act and that has not expired or been suspended, cancelled or revoked; (*carte d’exonération du carburant*)

**52(2)** *Subsection 3(6) of the Act is amended*

(a) *in paragraph (a) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:*

(a) by a person who is determined by the Minister to be a farmer under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely

(b) *in paragraph (b) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:*

(b) by a person who is determined by the Minister to be a wood producer under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely in the operation of

(c) *in paragraph (c) by striking out “by a person validly registered as a fisherman under the Social Services and Education Tax Act,” and substituting*

**50(7)** *Un règlement établi en vertu du paragraphe (6) peut être établi pour avoir un effet rétroactif, ou établi pour s’appliquer à toute transaction qui est survenue avant que le règlement ne soit établi.*

**Loi sur les véhicules tout-terrain**

**51** *L’alinéa 5b) de la Loi sur les véhicules tout-terrain, chapitre A-7.11 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1985, est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

b) lorsque les taxes dues en vertu de la *Loi sur la taxe pour les services sociaux et l’éducation* ou la *Loi sur la taxe de vente harmonisée* n’ont pas été acquittées, ou

**Loi de la taxe sur l’essence et les carburants**

**52(1)** *L’article 1 de la Loi de la taxe sur l’essence et les carburants, chapitre G-3 des Lois révisées de 1973, est modifié par l’adjonction de la définition suivante dans l’ordre alphabétique :*

« carte d’exonération du carburant » désigne une carte d’exonération du carburant qui est délivrée ou renouvelée en vertu de la présente loi et qui n’est pas expirée ou qui n’a pas été suspendue, annulée ou révoquée; (*fuel exemption card*)

**52(2)** *Le paragraphe 3(6) de la Loi est modifié*

a) *à l’alinéa a), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :*

a) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre d’agriculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d’une carte d’exonération du carburant, qui l’utilise uniquement

b) *à l’alinéa b), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :*

b) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de producteur de bois en vertu de la présente loi et qui est titulaire d’une carte d’exonération du carburant, qui l’utilise uniquement pour faire fonctionner

c) *à l’alinéa c), par la suppression des mots « par une personne validement enregistrée à titre de pêcheur en vertu de la Loi sur la taxe pour les services*

“by a person who is determined by the Minister to be a fisherman under this Act and is the holder of a fuel exemption card,”;

***(d) in paragraph (c.1) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:***

(c.1) by a person who is determined by the Minister to be an aquaculturist under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely in the operation of

***(e) in paragraph (c.2) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:***

(c.2) by a person who is determined by the Minister to be a silviculturist under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely

**52(3) Subsection 6(6) of the Act is amended**

***(a) in paragraph (a) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:***

(a) by a person who is determined by the Minister to be a farmer under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely

***(b) in paragraph (b) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:***

(b) by a person who is determined by the Minister to be a wood producer under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely in the operation of

***(c) in paragraph (c) by striking out “by a person validly registered as a fisherman under the Social Services and Education Tax Act,” and substituting “by a person who is determined by the Minister to be a fisherman under this Act and is the holder of a fuel exemption card,”;***

***sociaux et l'éducation, » et leur remplacement par les mots « par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de pêcheur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, »;***

***d) à l'alinéa c.1), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :***

c.1) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre d'aquaculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, uniquement pour faire fonctionner

***e) à l'alinéa c.2), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :***

c.2) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de silviculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, qui l'utilise uniquement

**52(3) Le paragraphe 6(6) de la Loi est modifié**

***a) à l'alinéa a), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :***

a) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre d'agriculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, qui l'utilise uniquement

***b) à l'alinéa b), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :***

b) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de producteur de bois en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, qui l'utilise uniquement pour faire fonctionner

***c) à l'alinéa c), par la suppression des mots « par une personne validement enregistrée à titre de pêcheur en vertu de la Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation, » et leur remplacement par les mots « par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de pêcheur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d'une carte d'exonération du carburant, »;***

*(d) in paragraph (c.1) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:*

(c.1) by a person who is determined by the Minister to be an aquaculturist under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely in the operation of

*(e) in paragraph (c.2) by striking out the portion preceding subparagraph (i) and substituting the following:*

(c.2) by a person who is determined by the Minister to be a silviculturist under this Act and is the holder of a fuel exemption card, for use solely

**52(4)** *Subsection 10(6) of the Act is amended in the portion following paragraph (c) by striking out “any licence or permit” and substituting “any licence, permit or fuel exemption card”.*

**52(5)** *The Act is amended by adding after section 16.1 the following:*

#### FUEL EXEMPTION CARDS

**16.2(1)** Upon application in accordance with the regulations and payment of the fee prescribed by regulation, the Minister may determine a person to be a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, in accordance with the criteria in the regulations, and may issue a fuel exemption card to such person.

**16.2(2)** The Minister may, in his or her discretion, approve or reject an application under subsection (1) or require the applicant to provide such further information or documentation as the Minister considers necessary.

**16.2(3)** The Minister may renew, suspend, cancel, revoke or reinstate a fuel exemption card in accordance with the regulations.

**16.2(4)** A fuel exemption card is not transferable and no person other than the holder or an employee or agent authorized by the holder for the purpose shall assume or take the benefit of the card.

*d) à l’alinéa c.1), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :*

c.1) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre d’aquaculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d’une carte d’exonération du carburant, uniquement pour faire fonctionner

*e) à l’alinéa c.2), par la suppression de la partie précédant le sous-alinéa (i) et son remplacement par ce qui suit :*

c.2) par une personne qui est déterminée par le Ministre à titre de silviculteur en vertu de la présente loi et qui est titulaire d’une carte d’exonération du carburant, qui l’utilise uniquement

**52(4)** *Le paragraphe 10(6) de la Loi est modifié à la partie suivant l’alinéa c), par la suppression des mots « de toute licence ou permis » et leur remplacement par les mots « de toute licence, permis ou carte d’exonération du carburant ».*

**52(5)** *La Loi est modifiée par l’adjonction après l’article 16.1 de ce qui suit :*

#### CARTES D’EXONÉRATION DU CARBURANT

**16.2(1)** Sur demande conformément aux règlements et sur paiement du droit prescrit par règlement, le Ministre peut déterminer une personne à titre d’agriculteur, de pêcheur, de silviculteur, de producteur de bois ou d’aquaculteur, conformément aux critères indiqués aux règlements, et peut délivrer une carte d’exonération du carburant à cette personne.

**16.2(2)** Le Ministre peut, à sa discrétion, approuver ou rejeter une demande en vertu du paragraphe (1) ou exiger que le requérant fournisse les renseignements ou les documents que le Ministre estime nécessaires.

**16.2(3)** Le Ministre peut renouveler, suspendre, annuler, révoquer ou revalider une carte d’exonération du carburant conformément aux règlements.

**16.2(4)** Une carte d’exonération du carburant est incessible et nulle personne autre que le titulaire ou un employé ou agent autorisé par le titulaire à cette fin ne peut s’attribuer ou recevoir les avantages de la carte.

**52(6)** *Subsection 41(3) of the Act is amended by striking out “for a licence or permit” and substituting “for a licence, permit or fuel exemption card”.*

**52(6)** *Le paragraphe 41(3) de la Loi est modifié par la suppression des mots « lors d’une demande de licence ou de permis » et leur remplacement par les mots « lors d’une demande de licence, de permis ou d’une carte d’exonération du carburant ».*

**52(7)** *Subsection 45(2) of the Act is amended by adding after paragraph (k.3) the following:*

**52(7)** *Le paragraphe 45(2) de la Loi est modifié par l’adjonction après l’alinéa k.3) de ce qui suit :*

(k.4) respecting an application under subsection 16.2(1);

k.4) concernant la demande prévue au paragraphe 16.2(1);

(k.5) respecting the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist and may be issued a fuel exemption card for the purposes of this Act;

k.5) concernant les critères ainsi que la procédure, les modalités et conditions selon lesquels une personne peut être déterminée à titre d’agriculteur, de pêcheur, de sylviculteur, de producteur de bois ou d’aquaculteur et selon lesquels une carte d’exonération du carburant peut être délivrée à une telle personne aux fins de la présente loi;

(k.6) respecting the renewal, suspension, cancellation, revocation or reinstatement of a fuel exemption card;

k.6) concernant le renouvellement, la suspension, l’annulation, la révocation ou la revalidation d’une carte d’exonération du carburant;

(k.7) prescribing fees for the issuance or renewal of a fuel exemption card;

k.7) prescrivant les droits à payer pour la délivrance ou le renouvellement d’une carte d’exonération du carburant;

(k.8) respecting the effective date and expiry date of a fuel exemption card;

k.8) concernant la date d’entrée en vigueur et la date d’expiration d’une carte d’exonération du carburant;

(k.9) respecting the period of time during which a fuel exemption card may be suspended;

k.9) concernant la période au cours de laquelle une carte d’exonération du carburant peut être suspendue;

**52(8)** *Schedule A of the Act is amended by adding after*

**52(8)** *L’Annexe A de la Loi est modifiée par l’adjonction après*

*15(3). . . . . E*

*15(3). . . . . E*

*the following:*

*de ce qui suit :*

*16.2(4). . . . . E*

*16.2(4). . . . . E*

**52(9)** *A person validly registered as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist under the Social Services and Education Tax Act on the commencement of this section shall be deemed to be a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, as the case may be, for the purposes of the Gasoline and Motive Fuel Tax Act and shall be deemed to have been issued a fuel exemption card un-*

**52(9)** *Une personne validement enregistrée à titre d’agriculteur, de pêcheur, de sylviculteur, de producteur de bois ou d’aquaculteur en vertu de la Loi sur la taxe pour les services sociaux et l’éducation lors de l’entrée en vigueur du présent article, est réputée être un agriculteur, un pêcheur, un sylviculteur, un producteur de bois ou un aquaculteur, selon le cas, aux fins de la Loi de la taxe sur l’essence et les carburants et est réputée avoir reçu la délivrance d’une carte d’exonéra-*



*der subsection 16.2(1) of the Gasoline and Motive Fuel Tax Act, as enacted by subsection (5).*

**52(10)** *A fuel exemption card deemed to have been issued under subsection (9) expires on the date that the registration for a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, as the case may be, would have expired under the Social Services and Education Tax Act.*

**52(11)** *A fuel exemption card deemed to have been issued under subsection (9) is valid until it expires, or is suspended, cancelled or revoked under the Gasoline and Motive Fuel Tax Act, whichever occurs first.*

**Motor Vehicle Act**

**53** *Paragraph 25(b.1) of the Motor Vehicle Act, chapter M-17 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following is substituted:*

(b.1) that the taxes owing under the *Social Services and Education Tax Act* or the *Harmonized Sales Tax Act* in respect of the motor vehicle have not been paid;

**Real Property Transfer Tax Act**

**54** *Subsection 8(2) of the Real Property Transfer Tax Act, chapter R-2.1 of the Acts of New Brunswick, 1983, is amended by striking out “, Admission and Amusement Tax Act”.*

**Revenue Administration Act**

**55** *Section 1 of the Revenue Administration Act, chapter R-10.22 of the Acts of New Brunswick, 1983, is amended by repealing paragraph (a) of the definition “revenue Act”.*

**Roosevelt Campobello International Park Act**

**56** *Section 7 of the Roosevelt Campobello International Park Act, chapter R-11 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

(a) *by striking out the semicolon at the end of paragraph (b) and substituting a period;*

(b) *by repealing paragraph (c).*

*tion du carburant en vertu du paragraphe 16.2(1) de la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants, tel que le paragraphe (5) le décrète.*

**52(10)** *Une carte d'exonération du carburant qui est réputée avoir été délivrée en vertu du paragraphe (9) expire à la date où l'enregistrement d'un agriculteur, d'un pêcheur, d'un sylviculteur, d'un producteur de bois ou d'un aquaculteur, selon le cas, aurait expiré en vertu de la Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation.*

**52(11)** *Une carte d'exonération du carburant qui est réputée avoir été délivrée en vertu du paragraphe (9) est valide jusqu'à ce qu'elle expire ou qu'elle soit suspendue, annulée ou révoquée en vertu de la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants, selon l'événement qui survient le premier.*

**Loi sur les véhicules à moteur**

**53** *L'alinéa 25b.1) de la Loi sur les véhicules à moteur, chapitre M-17 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

b.1) lorsque les taxes dues en vertu de la *Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation* ou de la *Loi sur la taxe de vente harmonisée* et concernant les véhicules à moteur, n'ont pas été acquittées;

**Loi de la taxe sur le transfert de biens réels**

**54** *Le paragraphe 8(2) de la Loi de la taxe sur le transfert de biens réels, chapitre R-2.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1983, est modifié par la suppression des mots « , de la Loi sur la taxe d'entrée et de divertissement ».*

**Loi sur l'administration du revenu**

**55** *L'article 1 de la Loi sur l'administration du revenu, chapitre R-10.22 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1983, est modifié par l'abrogation de l'alinéa a) de la définition « loi fiscale ».*

**Loi sur le parc international Roosevelt de Campobello**

**56** *L'article 7 de la Loi sur le parc international Roosevelt de Campobello, chapitre R-11 des Lois révisées de 1973, est modifié*

a) *par la suppression du point-virgule à la fin de l'alinéa b) et son remplacement par un point;*

b) *par l'abrogation de l'alinéa c).*

**PART XII**  
**COMMENCEMENT**

**Parts III to VI and VIII to XI**

**57** *Parts III to VI and VIII to XI of this Act or any provision of them come into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**N.B.** Parts IV, V, VIII, X and XI of this Act were proclaimed and came into force April 1, 1997.

**N.B.** Part VI of this Act was proclaimed and came into force April 1, 2000.

**N.B.** Parts III and IX of this Act were repealed by the *Statute Repeal Act, 2012, c.13*, in force December 31, 2015.

**N.B.** This Act is consolidated to December 20, 2019.

**PARTIE XII**  
**ENTRÉE EN VIGUEUR**

**Parties III à VI et VIII à XI**

**57** *Les Parties III à VI et VIII à XI de la présente loi ou l'une quelconque de leurs dispositions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

**N.B.** Les parties IV, V, VIII, X et XI de la présente loi ont été proclamées et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1997.

**N.B.** La partie VI de la présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2000.

**N.B.** Les parties III et IX de la présente loi ont été abrogées le 31 décembre 2015 en vertu de la *Loi sur l'abrogation des lois, 2012, ch. 13*.

**N.B.** La présente loi est refondue au 20 décembre 2019.